

**Jugement  
Commercial  
N°161 du 30/10/2018**

**IBRAHIM MOUSSA  
DIORI SALIFOU**

**C /**

**SOCIETE NIGERIEENNE  
D'ASSURANCE ET DE  
REASSURANCE  
(LEYMA)**

**Dr ABOUBAKARY  
MOUKIMOU**

Statuant publiquement  
contradictoirement, en matière  
commerciale et en premier  
ressort ;

Se déclare compétent en vertu  
des articles 26, 3<sup>ème</sup> de la loi  
sur les tribunaux de commerce  
en République du Niger et 3  
tiret 2<sup>ème</sup> de l'Acte Uniforme  
portant Droit Commercial  
Général en date du  
15/12/2010 ;

Réserve les dépens ;

Notifie aux parties, qu'elles  
disposent de 10 jours pour  
compter de sa notification pour  
relever appel de la présente  
décision par dépôt d'acte  
d'appel au greffe du tribunal  
de commerce de Niamey.

**REPUBLIQUE DU NIGER  
COUR D'APPEL DE NIAMEY  
TRIBUNAL DE COMMERCE DE NIAMEY**

**AUDIENCE PUBLIQUE ORDINAIRE DU 30 OCTOBRE 2018**

Le Tribunal en son audience du Trente Octobre Deux mil Dix Huit en laquelle siégeaient Monsieur **ZAKARIAOU SEIBOU DAOUDA, Président**, Messieurs **DAN MARADI YACOUBA ET BOUBACAR OUSMANE, Juges Consulaires** avec voies délibératives avec l'assistance de Maitre **Madame CISSE SALAMATOU MAHAMADOU, Greffière** dudit Tribunal, a rendu le jugement dont la teneur suit :

**Entre**

**IBRAHIM MOUSSA DIORI SALIFOU**, né le 13 juillet 1986 à BIRNI N'GAOURE, marié, Entrepreneur, demeurant à Niamey, quartier YANTALA, Tél : 97 11 11 11, 92 86 49 49, assisté de la SCPA LBTI & PARTNERS, Société Professionnelle d'Avocats, 86, Avenue du DIAMANGOUE, Rue PL 34 34, BP : 343, Tél : 20 73 32 70/ Fax : 20 73 38 02 au siège de laquelle domicile est élu ;

**Demandeur d'une part ;**

**Et**

**SOCIETE NIGERIEENNE D'ASSURANCE ET DE REASSURANCE (LEYMA)**, Société Anonyme avec Conseil d'Administration, régie par le code CIMA, au capital de 1.595.004.004 francs CFA, siège social Avenue de la Mairie Niamey, BP : 426, RCCM NI-NIM-2004-B 243, représentée par son Directeur Général, assisté de Maitre NIANDOU KARIMOU, Avocat à la Cour ;

**Dr ABOUBAKARY MOUKIMOU**, Expert agréé en Risques Technologique, demeurant à Niamey, Boulevard Mali Béro, BP : 11 023 Niamey, en ses bureaux, assisté de Maitre ABBA IBRAH, Avocat à la Cour ;

**Défendeurs d'autre part ;**

**LE TRIBUNAL**

Attendu que par exploit de Maitre MINJO BALBIZO MAHAMADOU, Huissier de justice à Niamey en date du 27 septembre 2018, IBRAHIM MOUSSA DIORI SALIFOU, né le 13 juillet 1986 à BIRNI N'GAOURE, marié, Entrepreneur, demeurant à Niamey, quartier YANTALA, Tél : 97 11 11 11, 92 86 49 49, assisté de la SCPA LBTI & PARTNERS,

Société Professionnelle d'Avocats, 86, Avenue du DIAMANGO, Rue PL 34 34, BP : 343, Tél : 20 73 32 70/ Fax : 20 73 38 02 au siège de laquelle domicile est élu **a assigné** la SOCIETE NIGERIENNE D'ASSURANCE ET DE REASSURANCE (LEYMA), Société Anonyme avec Conseil d'Administration, régie par le code CIMA, au capital de 1.595.004.004 francs CFA, siège social Avenue de la Mairie Niamey, BP : 426, RCCM NI-NIM-2004-B 243, représentée par son Directeur Général, assisté de Maître NIANDOU KARIMOU, Avocat à la Cour et Dr ABOUBAKARY MOUKIMOU, Expert agréé en Risques Technologique, demeurant à Niamey, Boulevard Mali Béro, BP : 11 023 Niamey, en ses bureaux, assisté de Maître ABBA IBRAH, Avocat à la Cour devant le tribunal de commerce de Niamey à l'effet de :

- *Procéder à la tentative de conciliation obligatoire, et en cas d'échec ;*
- *Déclarer l'action du sieur IBRAHIM recevable ;*
- *Constater, dire et juger qu'il a eu collusion entre la Toyota VENZA et la HIACE comme l'atteste le procès-verbal de gendarmerie ;*
- *Le condamner le civilement responsable à savoir la LEYMA à verser la somme de 5.193.000 francs CFA au sieur IBRAHIM au titre de la réparation de son véhicule ;*
- *Constater le manque à gagner du sieur IBRAHIM entrepreneur de son état privé pendant plus de six mois de son véhicule donc son outil de travail ;*
- *Et en conséquence condamner le LEYMA et l'expert in SOLIDUM à lui verser la somme de 10.000.000 francs CFA pour toutes causes de préjudice confondu ;*
- *Condamner la LEYMA et le sieur ABOUBAKARI MOUKIMOU e condamner aux dépens ;*

#### **EXPOSE DU LITIGE :**

#### **FAITS ET PROCEDURE :**

Il résulte des pièces de la procédure que le 02 avril 2018 qu'un accident corporel s'est déroulé sur la route Nationale n°4 DARGOL-TERA au point kilométrique 9 de DARGOL ;

L'accident a mis en cause un véhicule de marque Toyota type HIACE immatriculé sous le n° 8S 5311 RN affecté au transport public propriété d'un certain SOULEY ABDOURAMANE et un autre de marque Toyota type VENZA immatriculé sous le n° AC 3003 RN appartenant à IBRAHIM MOUSSA DIORI SALIFOU ;

Plusieurs blessés ont été dénombrés, la Toyota HIACE, était hors d'usage tandis que la Toyota VENZA quand à lui a subi tant sur la tôlerie que sur le moteur ;

Les deux véhicules sont assurés par la compagnie d'assurances LEYMA respectivement sous les numéros 10000361256 pour la Toyota de type VENZA valable du 26/02/2018 au 25/02/2019 et n°1021100104873 pour la Toyota de type HIACE valable du 25/02/2018 au 24/05/2018 ;

Faisant suite aux réclamations de réparation du véhicule Toyota VENZA par IBRAHIM MOUSSA DIORI SALIFOU auprès de la LEYMA, le 07/05/2018, cette dernière transmet le dossier du contentieux à ELHADJI ABOUBAKARI MOUKIMOU expert "pluridisciplinaire amiable et judiciaire, sécurité, évaluation avant dédommagement assurance/assurés" à l'effet de déterminer dans un rapport écrit et détaillé, les circonstances de la survenance du sinistre ayant opposé les deux véhicule ;

Suivant requête faite par ELHADJI ABOUBAKARI MOUKIMOU à monsieur ABDOU ALI MOSTAPHA, expert en automobile et en matériel industriel, celui-ci déclare « qu'aucun indice établissant la collision entre les deux véhicules n'a été relevé sur la TOYOTA VENZA » ;

En considération de cette conclusion, le 20 août 2019, la LEYMA informe IBRAHIM MOUSSA DIORI SALIFOU qu'elle ne pouvait suite favorable à sa réclamation et l'informe du classement de son dossier ;

Non satisfait de cette réponse, IBRAHIM MOUSSA DIORI SALIFOU saisit le tribunal de céans suivant assignation du 27 septembre 2018 à l'effet de mettre en cause la responsabilité de LEYMA sur la base de l'article 1382 du code civil ;

Conformément à l'article 39 de la loi 2015-08 du 10 avril 2015 sur les tribunaux de commerce, le dossier a été enrôlé pour le 09/10/2018 en vue de la tentative de conciliation;

A cette date le conseil de ELHADJI ABOUBAKARY MOUKIMOU a soulevé l'incompétence matérielle du tribunal de céans et l'affaire a été renvoyée à l'audience des plaidoiries du 16/10/2018 pour être plaidé sur cette exception d'incompétence en application de l'article 29 de la loi sur les tribunaux de commerce en République du Niger ;

A cette date, les plaidoiries ont été renvoyées au 23/10/2018 à la demande de la LEYMA ;

Advenu ce jour, l'affaire a été mise en délibéré à l'effet pour le tribunal de statuer sur sa compétence, délibéré qui a été vidé le 30/10/2018 ;

Sur ce ;

**EN LA FORME :**  
**SUR L'EXCEPTION D'INCOMPETENCE DU TRIBUNAL DE**  
**COMMERCE**

Attendu que IN LIMINE LITIS, Maître ABBA IBRAH, conseil de ELHADJI ABOUBAKARY MOUKIMOU, a soulevé l'incompétence matérielle du tribunal de commerce à connaître de cette procédure en responsabilité engagée contre la LEYMA aux motifs qu'au nulle part il n'est prévu à l'article 26 de la loi sur les tribunaux de commerce, la compétence du tribunal pour connaître d'une action en responsabilité civile aux fins de réparation d'un préjudice contre les véhicules personnels des commerçants ;

Il explique, en effet, qu'en l'espèce, bien que le requérant soit un entrepreneur, la contestation ayant motivé son assignation n'est aucunement relative à un engagement, transaction, ni un contrat encore moins un acte ou effet de commerce ;

Selon lui, le véhicule en question est une propriété personnelle à IBRAHIM MOUSSA DIORI SALIFOU, d'une part, et de l'autre, ni l'LEYMA encore moins l'expert en investigation ne sont des commerçants alors que le texte susmentionné exige que les personnes assignées soient des commerçants ;

En réponse à cette exception, IBRAHIM MOUSSA DIORI SALIFOU donne la lecture du point 2 de l'article 26 qui prévoit « des contestations relatives aux contrats entre commerçants pour le besoin de leur commerce », pour asseoir la compétence du tribunal de céans ;

Il prétend être commerçant en raison de son inscription au RCCM tout comme la LEYMA qui est une société anonyme régie par

Abondant dans le même que ELHADJI ABOUBAKARI MOUKIMOU, la LEYMA estime que l'attribution de compétence faite par l'article 26 est limitative et nulle part il n'est question d'accident de circulation et que ce n'est ni la doctrine ni la jurisprudence qu'invoque le requérant qui pallierait à une lacune que comporterait le code CIMA qui n'a fait

aucune allusion aux règles de compétence ;

**Attendu qu'en** application de l'article 29 de la loi sur les Tribunaux de Commerce en République du Niger, il y a lieu de statuer par le présent jugement sur l'exception d'incompétence ;

Attendu que l'article 26 dispose que « *les tribunaux de commerce sont compétents pour connaître :*

- 1) *Des contestations relatives aux engagements et transactions entre commerçants au sens de l'Acte Uniforme de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires relatif au droit commercial général ;*
- 2) *Des contestations relatives aux contrats entre commerçants pour le besoin de leur commerce ;*
- 3) *Des contestations, entre toutes personnes, relative aux **actes** et aux effets **de commerce au sens de l'Acte Uniforme relatif au droit commercial général de l'OHADA** ;*
- 4) *Des procédures collectives d'apurement du passif ;*
- 5) *Des contestations entre associés pour raison d'une société commerciale ou d'un GIE à caractère commercial, des contestations relatives au contrat de société commerciale ou GIE à objet commercial à la constitution, au fonctionnement, à la dissolution, à la liquidation de ces personnes morales ;*
- 6) *Plus généralement, des contestations relatives aux actes de commerce accomplis par les commerçants à l'occasion de leur commerce et de l'ensemble de leurs contestations commerciales comportant même un objet civil lorsque dans ce dernier cas le commerçant est demandeur ;*
- 7) *Des contestations et oppositions relatives aux décisions prises par les juridictions de commerce ;*
- 8) *Des contestations relatives aux règles de concurrence ;*
- 9) *Des contestations relatives aux droits des sûretés et au droit bancaire » ;*

Attendu que cette disposition détermine d'une part, les personnes tant physiques que morales susceptibles d'être attiré devant le tribunal de commerce et d'autre part les actes et comportements dont l'examen lui est exclusivement assigné ;

Qu'au point 3 de ladite disposition, il est prescrit que le tribunal de commerce est compétent pour connaître des actes de commerce au sens de l'Acte Uniforme relatif au droit commercial général de l'OHADA ;

Attendu qu'aux termes de l'art. 3 de l'Acte Uniforme portant Droit Commercial Général (AUDCG) « **L'acte de commerce par nature est celui par lequel une personne s'entremet dans la circulation des biens qu'elle produit ou achète ou par lequel elle fournit des prestations de service avec l'intention d'en tirer un profit pécuniaire. Ont, notamment, le caractère d'actes de commerce par nature :**

- ..... ;
- **les opérations de banque, de bourse, de change, de courtage, d'assurance et de transit ;**
- ..... ;
- **les actes effectués par les sociétés commerciales » ;**

Qu'ainsi, parmi de les actes de commerce par nature figurent les opérations d'assurance et les actes effectués par les sociétés commerciales ;

Attendu que la qualité civile ou commerciale des parties au contrat détermine la juridiction compétente ;

Attendu que les sociétés commerciales par leur forme sont celles prévues par l'Acte Uniforme portant sur les Sociétés Commerciales et du Groupement d'Intérêt Economique de l'OHADA parmi lesquelles la société anonyme dont le contentieux lié à leurs activités relève du tribunal de commerce ;

Attendu qu'il est constant, d'une part, que la Société Nigérienne d'Assurances et de Réassurances (LEYMA) est un société anonyme régulièrement inscrite au RCCM sous le numéro NI-NIM-2004-B 232 en conformité avec l'article 301 du code CIMA;

Qu'il résulte de tout ce qui précède que non seulement LEYMA est une société commerciale de type anonyme, mais également que toutes ses opérations ont la qualité d'acte de commerce par nature ;

Que dès lors l'opération d'assurance matérialisée, dans le cas d'espèce, par le contrat d'assurance est un acte de commerce par nature en raison de la compagnie d'assurance qui est une société anonyme ;

Attendu qu'il est constant que la problématique soumise au tribunal de céans pour laquelle sa compétence est contestée est relative à un contrat d'assurance entre la LEYMA et IBRAHIM MOUSSA DIORI SALIFOU relativement à la police d'assurance numéros 10000361256

pour la Toyota de type VENZA valable du 26/02/2018 au 25/02/2019 et celle n°1021100104873 pour la Toyota de type HIACE valable du 25/02/2018 au 24/05/2018 ;

Mais attendu qu'il apparait du dossier que le requérant, bien qu'ayant axé sa demande sur l'article 1382 en vue d'obtenir réparation de son véhicule, se prévaut des contrats d'assurances qui lie les assurés à l'assureur ;

Qu'il est précédemment démontré que le contrat d'assurance est une opération par nature commerciale à l'égard de la compagnie d'assurance et qui demeure telle même à considérer que son exécution couvre un domaine civil ;

Qu'il se déduit de cela que tous les actes accomplis notamment en remboursement ou en réparation de préjudice tant à l'égard des personnes pour lesquelles le contrat demeure civil que pour ceux à l'égard desquelles le contrat est commercial en raison de leur qualité, sont des actes de commerce à l'égard de la compagnie d'assurance et inscrits comme tels dans sa comptabilité que dans sa fiscalité ;

Qu'il en est de même, que le refus d'exécuter le contrat, à tort ou à raison, soulève un contentieux qui est commercial à son égard, peu importe la qualité de l'assuré ou l'objet pour lequel l'assurance est contracté qu'il soit civil ou commercial ;

Attendu, par ailleurs, qu'il est constant comme émanant des pièces de la procédure qu'ELHADJI ABOUBAKARI MOUKIMOU est un expert inscrit au RCCM sous le n°A1766 RCCM/2007 et également titulaire d'un Numéro d'Identification Fiscale (NIF) n°12142/R et qu'en cela, il a la qualité de commerçant exerçant une activité commerciale comme dans le cas d'espèce ;

Attendu que de tout ce qui précède, il se dégage que tant la compagnie d'assurance que l'expert qui sont tous commerçants ayant accompli des activités commerciales, peuvent être attirés devant le tribunal de commerce par IBRAHIM MOUSSA DIORI qui, peu importe sa qualité de commerçant ou de civil ou que l'opération commerciale soit accomplie pour couvrir une activité commerciale ou civile, a le choix de les attirer devant le tribunal civil ou commercial en se fondant sur le refus par l'assureur d'exécuter, à tort ou à raison, les dispositions contractuelles ;

Qu'aussi, même, à considérer que véhicule VENZA pour lequel le

contrat d'assurance est pris par IBRAHIM MOUSSA DIORI n'est pas affecté aux activités commerciales de ce dernier, une action au commercial peut être intentée contre la compagnie d'assurance et l'expert devant le tribunal de commerce en raison de la commercialité de l'opération d'assurance de l'assureur et de l'activité d'expertise de l'expert ;

Que dès lors le tribunal de commerce est compétent pour connaître de la demande en réparation du véhicule d'IBRAHIM MOUSSA DIORI ;

**PAR CES MOTIFS :**

**Le TRIBUNAL :**

**Statuant publiquement contradictoirement, en matière commerciale et en premier ressort ;**

- **Se déclare compétent en vertu des articles 26, 3<sup>ème</sup> de la loi sur les tribunaux de commerce en République du Niger et 3 tiret 2<sup>ème</sup> de l'Acte Uniforme portant Droit Commercial Général en date du 15/12/2010 ;**
- **Réserve les dépens ;**
- **Notifie aux parties, qu'elles disposent de 10 jours pour compter de sa notification pour relever appel de la présente décision par dépôt d'acte d'appel au greffe du tribunal de commerce de Niamey.**

**Ont signé le Président et le Greffier, les jours, mois et an que dessus.**

Suivent les signatures

**Pour Expédition Certifiée Conforme**  
**Niamey, le 19 Novembre 2018**  
**LE GREFFIER EN CHEF**